



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sida

Question au Gouvernement n° 3711

Texte de la question

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

M. le président. La parole est à Mme Catherine Coutelle, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Catherine Coutelle. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Pendant mon intervention, sept personnes malades du sida vont mourir.

Demain, c'est la journée mondiale de lutte contre ce fléau. Selon le dernier rapport d'ONUSIDA, cette lutte a connu de réels progrès. L'aide internationale a permis un meilleur accès au traitement. Pourtant, l'épidémie continue de progresser.

Les objectifs du millénaire en faveur du développement prévoient l'accès à la prévention, au traitement et aux soins pour tous à l'horizon 2015. Aujourd'hui, le verre est à moitié vide ou à moitié plein ; 50 % des patients ont accès aux traitements dans le monde, mais 7 millions sont toujours en attente

Pour éradiquer cette épidémie mondiale, les pays donateurs doivent tenir leurs engagements.

En septembre 2010, donc pendant la crise, Nicolas Sarkozy, au sommet de l'ONU, a annoncé que la France augmenterait de 20 % sa contribution à la lutte contre le sida. Deux tiers des Français considèrent que nous devons venir en aide aux pays en développement, en particulier contre les maladies. Selon le CREDOC, ils souhaitent que la France soit exemplaire face au sida.

Mais en 2011, le compte n'y est pas ! Les caisses du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme sont vides. Une décision historique a été prise la semaine dernière : l'arrêt de tout nouveau projet, ce qui va laisser des millions de personnes sans accès aux soins. Les malades, parmi lesquels des femmes, de plus en plus nombreuses, courent le danger de payer de leur vie le prix de la crise financière mondiale.

En France même, dix-neuf personnes découvrent leur séropositivité chaque jour et votre politique rend l'accès à la santé toujours plus difficile.

Je souhaite poser deux questions. Est-ce que le plan national 2010-2014 de lutte contre le sida va disposer des moyens attendus ? Est-ce que la France va honorer ses engagements internationaux vis-à-vis des objectifs du millénaire et du Fonds mondial ?

M. le président. La parole est à Mme Nora Berra, secrétaire d'État chargée de la santé.

Mme Nora Berra, *secrétaire d'État chargée de la santé*. Madame la députée, je vous prie de bien vouloir excuser l'absence de M. le Premier ministre.

Nous ne pouvons que nous réjouir que l'espérance de vie et la qualité de vie des patients s'améliorent. Mais nous devons rester vigilants, car, en France, nous avons compté encore 6 300 nouvelles contaminations en 2010.

Malgré 5 millions de tests de dépistage pratiqués en 2010, il resterait encore 40 000 à 50 000 personnes contaminées et qui l'ignorent. En 2010, l'épidémie reste particulièrement présente dans certaines populations ciblées : des hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes et parmi les personnes originaires d'Afrique subsaharienne, des Caraïbes et de la Guyane. Au-delà de la prévention, une des priorités est de dépister et de traiter le plus tôt possible. En effet, le dépistage précoce permet au patient un bénéfice individuel, en augmentant ses chances de bonne évolution de son état de santé et il permet un bénéfice collectif pour éviter l'augmentation du risque de contamination.

Il existe deux axes majeurs. D'abord, inciter nos concitoyens au dépistage, en banalisant le recours au test. Ensuite, renforcer le dépistage par les tests rapides auprès des associations. Un budget de 3,5 millions d'euros est alloué dans cette perspective.

Un premier appel à projet a été lancé en juin dernier. Dès cette année, 65 000 tests pourront être pratiqués. Enfin, nous irons plus loin, avec Xavier Bertrand, puisqu'un nouvel appel à projet sera lancé dès le début de l'année 2012.

Je voudrais vous rappeler les propos du professeur Delfraissy : " En matière de santé et de prise en charge du VIH, la France mérite un quadruple A. " (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Catherine Coutelle](#)

Circonscription : Vienne (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3711

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Santé

Ministère attributaire : Santé

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 1er décembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er décembre 2011